

Le mercredi 02 avr 2008

Les tâches administratives épuisent les profs de cégep

[Violaine Ballivy](#)

La Presse

Depuis 2005, les cégeps ont embauché 137 professeurs qui n'enseigneront pas. Ils devront participer à des activités de recrutement et de promotion des cours offerts, encadrer les élèves les plus faibles ou élaborer des programmes afin de «favoriser le développement et le rayonnement de leur établissement». Le métier d'enseignant au collégial n'est plus ce qu'il était. Il s'est «complexifié». Et maintenant, patrons et syndicats le reconnaissent.

Les trois grandes fédérations syndicales (FNEEQ, FAC et FEC) ont dévoilé hier un portrait de la profession de la formation enseignante au collégial qui dresse, en plus de 70 pages, l'évolution de la tâche de leurs membres.

Ce document n'est que le troisième du genre réalisé depuis la fondation des cégeps il y a 40 ans et revêt une importance cruciale pour les syndiqués. Il a été mené de concert avec la Fédération des cégeps et le ministère de l'Éducation. «On a enfin une définition commune de la tâche d'enseignant. Tout le monde reconnaît l'étendue de notre tâche et le fait qu'elle s'est complexifiée au fil des ans», assure Ronald Cameron, président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ).

Des exemples?

Premier constat: les tâches administratives ont pris tellement d'importance que, malgré l'embauche des 137 professeurs supplémentaires depuis 2005, les professeurs se disent aujourd'hui à bout de souffle.

La situation varie de façon importante entre les grandes villes et les régions les plus éloignées. À Matane, par exemple, baisse démographique oblige, certaines classes sont si petites que des professeurs se voient contraints d'enseigner à des groupes formés à la fois d'élèves de 1^{re} et 2^e année tandis qu'à Montréal, la concurrence entre les établissements oblige les professeurs à multiplier les activités de recrutement. Partout, la décentralisation de la gestion des programmes a multiplié la création des comités pédagogiques divers. L'intégration des nouvelles technologies, les activités de perfectionnement et de recherche, le besoin d'encadrer davantage les étudiants qui arriveraient moins bien préparés sont autant de facteurs qui compliquent la vie des professeurs. «Peu importe le département, nous sommes épuisés», assure Jeanne Pinsonneault, du cégep du Vieux-Montréal. Sa charge de travail, dit-elle, n'a pas de commune mesure avec celle qu'elle avait à ses débuts il y a 22 ans.

Les suites

La publication de ce document tombe à point pour les syndiqués alors qu'une nouvelle ronde de négociations aura lieu la semaine prochaine sur les suites à donner à ce rapport. Des suites qui, de prime abord, n'annoncent pas la même unanimité que le document lui-même. Les fédérations syndicales interprètent la "complexification" de la tâche comme un "alourdissement". Hier, elles ont donc demandé des "actions rapides aux problèmes les plus urgents" qui impliquent nécessairement un réinvestissement massif dans le réseau.

"Il faut absolument corriger la profonde inadéquation entre la réalité et ce qui est prévu dans la définition de la tâche", dit Ronald Cameron. Les fédérations estiment qu'il faudrait ajouter un millier de professeurs aux 12 000 actuels pour ramener la tâche des professeurs à une charge acceptable. Faute de quoi, les cégeps ne parviendront pas à recruter ou retenir les centaines de nouveaux professeurs appelés à combler la vague de départs à la retraite qui montre le bout de son nez.

Le mercredi 02 avr 2008

Les devoirs, un stress pour les familles

[Violaine Ballivy](#)

La Presse

Les 170 élèves de l'école Trudel, à Baie-Comeau, ont de quoi faire des envieux. Ils sont en congé de leçons et de devoirs depuis le début du mois de mars, et le seront jusqu'aux grandes vacances d'été.

À la demande des parents, la direction a aboli les travaux à la maison. «Les parents se plaignaient que l'heure des devoirs était souvent une source de conflits. Qu'ils ne se sentaient pas compétents et que cela leur enlevait un temps précieux pour d'autres activités familiales plus agréables», explique la directrice de l'école, Nathalie Lagacé.

Les travaux seront désormais faits en classe, sous la supervision d'un enseignant. Les parents en suivront l'évolution à l'aide d'un compte rendu quotidien, sinon hebdomadaire.

Sylvie Nadeau aurait dû habiter là-bas. «Les devoirs, cela ne sert à rien. C'est bon pour les élèves forts. Les autres, ça ne fait que les démotiver», tranche cette Montréalaise, mère de quatre enfants. Comme deux parents sur trois (selon le Conseil canadien sur l'apprentissage), elle juge que l'heure des devoirs est une source de stress - un pourcentage encore plus élevé chez les parents qui ont recours au tutorat privé.

Cette initiative s'inscrit dans une vaste réflexion lancée par Québec en 2003 pour faire en sorte que les devoirs ne soient plus seulement l'affaire des parents. Le ministère de l'Éducation investira cette année 20 millions pour divers programmes d'aide dans près de 2000 écoles primaires. Les travaux après l'école sont-ils devenus à ce point compliqués que les parents ne peuvent plus s'en sortir sans aide extérieure?

Non. «Souvent, les parents nous disent qu'ils se sentent perdus parce que les programmes ont trop changé, et c'est peut-être pour cela qu'ils ont recours au tutorat privé. Il faut en prendre et en laisser. Sauf de rares exceptions, ils ont tous la capacité d'aider leur enfant. Le vrai problème, c'est qu'ils manquent de temps», dit Gilles Carrier, auteur du livre *À l'heure des devoirs et des leçons! Des outils pour accompagner son enfant*.

Gare aux effets pervers

«On observe en ce moment un courant populaire plutôt favorable à l'abolition des devoirs», confirme Rollande Deslandes, professeure à l'Université du Québec à Trois-Rivières, qui mène une étude internationale sur le sujet. À l'heure de la conciliation travail-famille, les parents jugent que les devoirs s'insèrent bien mal dans le «métro-boulot-dodo». Gilles Carrier croit aussi qu'il est temps que l'école «apprenne à mieux doser les devoirs, à en donner moins et d'un niveau que les enfants sont capables de surmonter seuls à 75%».

«Le parent est là pour accompagner son enfant. C'est l'intérêt qu'il lui porte qui a le plus d'impact», rappelle Laurier Fortin, titulaire de la chaire de recherche sur la réussite scolaire et la persévérance des élèves de l'Université de Sherbrooke. Le recours au tutorat privé ou aux services d'aide des écoles pourrait ainsi d'avoir des conséquences néfastes sur la réussite de certains enfants, dit-il. «On pourrait observer

un effet pervers très important si les parents se désengagent du suivi scolaire de leur enfant, se déchargeant de cette responsabilité sur les épaules de l'école ou d'un tuteur.»

The logo for cyberpresse.ca, featuring the text "cyberpresse.ca" in white lowercase letters on a red rounded rectangular background.

Le mercredi 02 avr 2008

Démobilisation à l'UQAM

[Violaine Ballivy](#)

La Presse

Le mouvement de grève à l'UQAM s'étirole. Plus de 13 000 la semaine dernière, les grévistes ne seront plus que 750 aujourd'hui.

Hier, les membres des deux dernières grandes associations étudiantes ont voté en faveur d'un retour en classe dès ce matin. La démobilisation atteint même les rangs des instigateurs du mouvement. Les étudiants de la faculté des sciences humaines se sont prononcés à 52% contre la prolongation du débrayage, un pourcentage identique à celui observé quelques heures plus tôt chez leurs camarades de la faculté des arts.

Le débrayage pourrait ainsi prendre fin au cours des prochaines heures. Les derniers grévistes - du module de science politique - décideront en après-midi s'ils font bande à part ou retournent en classe eux aussi.

L'administration de l'Université a accueilli avec soulagement la nouvelle. «Plus le temps passait, et plus on s'inquiétait sur le sort de la session», a indiqué hier Robert Proulx, vice-recteur à la vie académique. Reste maintenant le grand défi de reprendre les cours manqués. La session sera vraisemblablement prolongée au-delà son terme prévu, fin avril. Des cours pourraient être donnés les soirs et les fins de semaine. «Il faudra évaluer la disponibilité des locaux, des professeurs, des chargés de cours. Nous avons un sérieux casse-tête logistique», a noté Robert Proulx.

Les étudiants, de leur côté, considèrent avoir réalisé des «gains intéressants», notamment en obtenant la création d'une «table d'échanges» avec la direction de l'Université concernant les éléments du Plan de redressement qui les concernent. «Mais le débat est loin d'être terminé», a relevé Valérie-Reine Marcil, porte-parole des grévistes.



Le mercredi 02 avr 2008

Mon tuteur en Inde

[Tristan Péloquin](#)

La Presse

L'offre est alléchante: 100\$ par mois pour un nombre illimité d'heures de tutorat avec un enseignant qualifié. Service disponible 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Un seul petit détail: l'équipe de TutorVista travaille à Bangalore, Madras et Agra... en Inde.

Fondée en 2005, l'entreprise offre ses services au Canada et en Australie depuis peu. Grâce à l'Internet, les tuteurs et les élèves sont mis en contact et peuvent se parler à l'aide d'une interface graphique, d'un micro-casque ou d'une webcam. Mathématiques, biologie, économie, chimie, histoire: le choix de cours est vaste. «Nous avons déjà plusieurs clients canadiens anglophones, et planifions d'offrir nos services en français en cours d'année», affirme le fondateur de TutorVista, Krishnan Ganesh.

«Le système est vraiment très facile à utiliser, commente Ana Casagran, une mère de Rivière-des-Prairies dont la fille anglophone Sarah, âgée de 15 ans, se sert de TutorVista depuis la mi-août pour avancer dans ses cours de mathématiques et de physique. Il suffit de prendre rendez-vous avec un tuteur, et la séance se déroule comme si de rien n'était. On ne se rend même pas compte que le tuteur est à l'autre bout du monde.»

«Nous avons trouvé une excellente enseignante qui a 20 ans d'expérience, poursuit-elle. Nous ne voulons plus nous en séparer. Mais je ne peux pas dire pour autant que je suis satisfaite à 100% du service, nuance la mère. Les séances de tutorat ne sont pas adaptées aux cours donnés ici. Je leur ai envoyé un courriel leur demandant s'ils pouvaient se procurer le livre de mathématiques 436 dont se sert ma fille. Je n'ai jamais reçu de réponse», précise Mme Casagran.

Tutor Vista affirme compter une clientèle de plus de 50 000 élèves dans le monde entier.



Le mercredi 02 avr 2008

Devoirs inc.

[Violaine Ballivy](#)

La Presse

Un Canadien sur trois a eu recours l'an dernier aux services d'un tuteur privé pour aider son enfant au moment des leçons et des devoirs. C'est deux fois plus qu'il y a 10 ans. Certains sont prêts à payer jusqu'à 70\$ l'heure. D'autres y ont recours à longueur d'année. Les entreprises se multiplient et les tuteurs manquent. Vieux comme l'école, les devoirs sont aujourd'hui derrière une industrie en pleine mutation.

Benoît Archambault sourit. À 24 ans, ce tout jeune diplômé des HEC affiche l'enthousiasme du chercheur d'or qui vient de dégoter sa première pépite. Par ce jeudi soir de février, la dizaine de postes de travail de son service d'aide aux devoirs de Montréal sont occupés. La penderie est pleine de manteaux. Une montagne de bottes pataugent dans une mare de neige fondue. Entre 16h et 20h, quand un enfant s'en va, c'est pour laisser sa place à un autre. Les fins de semaine, c'est pire. Le local ne désemplit pas du matin au soir. Cela, sans compter tous les tuteurs qui se rendent directement chez leurs clients.

Depuis sa création, il y a à peine plus d'un an, Succès scolaire a déjà répondu aux demandes de plus de 400 parents et recruté 70 tuteurs, pour la plupart des étudiants au baccalauréat en enseignement à l'Université de Montréal. L'ouverture du premier centre a rapidement été suivie par celle d'un deuxième. En septembre prochain, il y en aura déjà deux fois plus. «D'ici trois ans, nous serons bien implantés partout au Québec», prévoit le jeune entrepreneur. Dans cinq ans? Il sera prêt, si ce n'est déjà fait, à se lancer à l'assaut du marché canadien. «Il y a de la place pour une croissance phénoménale. Les besoins sont immenses», dit-il en se passant avec satisfaction la main dans une barbe de quelques jours.

«Le plus grand obstacle à la croissance, c'est le recrutement d'employés qualifiés. La demande, elle, est énorme», confie aussi Nicole Tremblay, du service privé d'aide aux études N&R inc.

Au Canada, un parent sur trois a engagé un tuteur privé pour aider son enfant dans ses devoirs et ses leçons l'an dernier, selon la dernière étude du Conseil canadien sur l'apprentissage - une proportion qui aurait doublé depuis 10 ans. Le nombre d'entreprises de tutorat dans les grandes villes a ainsi augmenté de 200 à 500% dans les années 90. Bien plus vite, donc, que les écoliers, dont le nombre a plutôt tendance à décroître.

«Le Canada n'avait jamais été un terreau fertile au développement de ces entreprises. Mais les choses sont en train de changer, et le pays rattrape son retard», observe Scott Davies, professeur à l'Université McMaster, l'un des rares à s'être penchés sur cette industrie en «profonde mutation». Autrefois confiné aux petites annonces des journaux, le marché de l'«après-école» s'incorpore et devient l'affaire d'entreprises structurées qui croissent en misant sur le modèle des franchises. «Comme des chaînes de restauration rapide», fait remarquer Scott Davies.

La croissance est particulièrement marquée en Ontario. Au Québec, les données sont plus fragmentaires et l'industrie est à un stade plus embryonnaire, mais certains signes

ne trompent pas. L'entreprise Kumon, l'un des leaders avec ses 50 000 franchises partout dans le monde, compte en inaugurer près d'une dizaine dans la province au cours des 12 prochains mois, en plus des 17 existantes.

Le tutorat remplace le privé

«Alors que l'on entend souvent parler du désengagement des parents, on constate, à l'inverse, qu'ils sont de plus en plus préoccupés par la réussite de leurs enfants. On ne se contente plus de souhaiter que nos enfants aient un bon emploi. On veut qu'ils aient un diplôme, et un bon», constate Scott Davies.

Étonnamment, la majorité des parents confient que leur enfant n'était pas en situation d'échec avant d'appeler à l'aide. «Ma fille avait 85% en anglais, mais elle jugeait que ce n'était pas assez», raconte une mère. L'été dernier, Succès scolaire a été pris de court par le flot d'appels à l'approche des séances d'examens d'entrée à l'école secondaire. «Nous n'avons jamais envisagé que la demande serait si importante. Des parents d'enfants en quatrième année ont requis nos services!» s'étonne encore Benoît Archambault.

Parfois aussi, c'est tout simplement l'école, publique ou privée, qui recommande l'embauche d'un tuteur pour consolider les notions qui n'ont pas été bien comprises en classe. Pourtant, le recours au tutorat privé n'est que rarement un désaveu de l'école publique, indiquent à la fois le sondage mené par le Conseil canadien sur l'apprentissage et les enquêtes de Scott Davies.

«Bien sûr que dans un monde idéal, je n'aurais pas besoin de payer de ma poche pour soutenir mon enfant. Mais je ne peux pas me plaindre de façon générale de l'école», confie Marie-Josée Girard, qui dépensera près d'un millier de dollars cette année en frais de tutorat privé. «Il n'y a rien qui puisse être aussi efficace qu'un suivi individuel, et ça, aucune école ne peut l'offrir.»

On assisterait ainsi à la naissance d'un hybride entre les réseaux public et privé. «On a choisi l'école publique en se gardant un coussin pour des cours privés vraiment bien adaptés», confie Lynda Howson. Sa fille est abonnée au service Kumon. Pour 90\$ par mois, elle a droit à une rencontre hebdomadaire d'une trentaine de minutes avec un enseignant et à une série de cahiers d'exercices à faire tous les jours de la semaine, été comme hiver. «Cela peut paraître cher, mais ça l'est moins que le privé. Et les résultats sont extraordinaires.»

Une industrie non réglementée

Le ministère de l'Éducation ne s'est pas encore penché sur ce marché en émergence, qu'aucune réglementation n'encadre à l'heure actuelle. Marielle Potvin, directrice du service Math et Mots, le regrette. «Le développement se fait de façon anarchique. Tout le monde peut s'improviser tuteur», dit-elle. Elle a entrepris de se regrouper avec deux concurrents pour mettre en place une «certification» qui assurera que les enfants reçoivent bien la visite d'un diplômé - ou un étudiant en voie de l'être - en enseignement ou en orthophonie, dont les antécédents judiciaires auront été vérifiés.

Mais surtout, l'industrie réclame que Québec rende ce service déductible d'impôt. Comme la France, qui est ainsi devenue l'un des terrains les plus fertiles de ce marché. Au Québec, au moins une compagnie d'assurances inclut désormais dans sa couverture de base un dédommagement pour l'aide aux devoirs, à condition qu'elle soit offerte par un orthopédagogue.

«Si Québec rend ce service plus accessible, on évitera que les inégalités se creusent

entre les parents qui peuvent se payer nos services et ceux qui ne le peuvent pas», dit Mme Potvin.

«C'est justement dans un souci d'équité que nous avons fait le choix de favoriser les mesures d'aide aux devoirs à l'intérieur des écoles», réplique Jean-Pascal Bernier, attaché de presse de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne. Cette année, Québec a investi 20 millions pour la mise en place de services d'aide aux devoirs gratuits après les classes.

En attendant, les parents restent les seuls juges de la qualité des services reçus. «La garantie qu'on offre, c'est de pouvoir changer de tuteur si le contact ne s'établit pas bien avec l'enfant», précise Nicole Tremblay. L'amélioration des résultats, elle, n'est jamais assurée. Mais Scott Davies remarque que, comme dans tout autre type d'entreprise, «le client est roi». S'il n'est pas satisfait, libre à lui d'aller voir ailleurs.

En chiffres

26%

C'est la proportion de parents qui recourent à un tuteur pour régler les problèmes de leur enfant en maths. Viennent ensuite les ennuis en lecture et écriture (15%), puis en sciences (7,5%).

1/3

Le tiers des parents sont d'avis qu'ils ne consacrent pas assez de temps à aider leurs enfants inscrits au primaire à faire leurs devoirs. La moitié sont du même avis au secondaire.

3/4

Trois tuteurs sur quatre sont engagés par des parents dont les enfants obtiennent des notes de moyennes à élevées (A et B) au primaire ou au secondaire.

9,2

C'est le nombre d'heures, en moyenne, que les adolescents canadiens consacrent aux devoirs chaque semaine. Pour eux les devoirs viennent au second rang des activités les plus accaparantes.

Que les parents soient nés au Canada ou à l'étranger, ils sont aussi nombreux à recourir aux services d'un tuteur. Mais ceux qui parlent couramment l'anglais ou le français à la maison y sont nettement plus favorables.

100 000\$

Les familles dont le revenu annuel dépasse ce seuil sont près de trois fois plus susceptibles d'embaucher un professeur privé que celles dont le revenu est inférieur à 40000\$.

Chez les parents ex-décrocheurs, c'est l'inverse: le recours au tutorat baisse au fur et à mesure que le salaire augmente.

Source: Conseil canadien sur l'apprentissage, enquête sur les attitudes des canadiens à l'égard de l'apprentissage, 2007

Le mardi 01 avr 2008

Un groupe indépendant naît du malaise à l'Office de la langue

Martin Croteau

La Presse

Accusant les agences gouvernementales de ne pas fournir un portrait fidèle de l'état du français au Québec, des universitaires mettent sur pied un groupe de recherche indépendant consacré à la question linguistique.

Le coordonnateur de l'Institut de recherche sur le français en Amérique (IRFA), Patrick Sabourin, souhaite créer une institution citoyenne qui agira comme chien de garde de la langue. Il souhaite que son groupe organise des colloques, anime une page web et publie des rapports sur l'état du français au Québec et dans les autres provinces canadiennes.

«On est tannés que le gouvernement ait le monopole des idées en matière linguistique, tranche cet ancien membre du Mouvement Montréal français. Les seules références en matière linguistique au Québec sont l'Office québécois pour la langue française et le Conseil de la langue française.»

Le projet naît alors que l'OQLF baigne dans la tourmente. Au cours des dernières semaines, nombre d'observateurs ont dénoncé la «culture du secret» de sa présidente, France Boucher. Début mars, cette dernière a refusé de qualifier l'état du français au Québec en dévoilant son rapport quinquennal sur la situation linguistique, document dont elle avait retardé la publication de plusieurs mois.

Même le président du Conseil supérieur de la langue française, Conrad Ouellon, a blâmé Mme Boucher pour sa façon de gérer le dossier linguistique. Parmi les experts qui participeront aux travaux de l'IRFA, on retrouve le démographe Marc Termote. Ce chercheur avait réalisé une étude sur la langue utilisée au travail à Montréal pour le compte de l'Office. Mais celui-ci avait refusé de rendre son ouvrage public pendant plusieurs mois. Le groupe comprend aussi deux anciens membres du comité de suivi de l'OQLF: le sociologue Simon Langlois, l'ex-président, et le mathématicien Charles Castonguay. Rappelons que les experts de ce comité ont été évincés de la préparation du bilan quinquennal, publié au début du mois.

«L'appareil gouvernemental semble lié, juge M. Castonguay. Les fonctionnaires doivent répondre à des ministres. Les ministres font partie d'un gouvernement et il y a une politisation évidente de l'information sur la situation linguistique. Qu'il s'agisse d'un gouvernement libéral ou péquiste, c'est du pareil au même.»

M. Sabourin assure que son groupe se veut apolitique, objectif, impartial.

«Nécessairement, si l'on se trouve à faire quelque chose de ce type, c'est qu'on considère qu'il y a une lacune, dit-il. Mais tous les chercheurs impliqués dans notre projet ne pensent pas de la même façon. Par exemple, MM. Termote, Castonguay et Langlois ont des différences de vues assez marquées.»

Il y a deux semaines, Québec a dévoilé un plan de 12 millions sur deux ans, pour promouvoir la langue française dans les entreprises, qui prévoit l'embauche de 20 nouveaux conseillers à l'OQLF. Au bureau de la ministre de la Culture, Christine St-Pierre, on se réjouit de la création du nouvel organisme de recherche. «Tout initiative

pour faire avancer le dossier de la langue est la bienvenue», a indiqué son attachée de presse, Valérie Rodrigue.

Mais le Parti québécois ne voit pas les choses de cet oeil. «Cette idée confirme le malaise découlant de l'implication politique de la présidente de l'OQLF, explique le porte-parole du parti, Éric Gamache, dans un courriel. La ministre aura des explications parce qu'elle est, ultimement, responsable de la déception des chercheurs.»

Le mardi 01 avr 2008

Le cellulaire au volant interdit dès ce matin

Martin Croteau

La Presse

Non, ce n'est pas un poisson d'avril: dès ce matin, les policiers arrêteront les conducteurs qui utiliseront leur téléphone cellulaire sans dispositif «mains libres». Et les forces de l'ordre n'entendent pas à rire. Dès l'été, des amendes salées et des points d'inaptitude attendent les automobilistes récalcitrants.

«Comme pour n'importe quelle autre infraction sur la route, nous allons intercepter le véhicule et identifier le conducteur, prévient le porte-parole de la Sûreté du Québec, Grégoire Gomez. La personne se verra remettre un dépliant expliquant l'infraction qu'elle vient de commettre et les pénalités qu'elle encourt.»

Pour le moment, les fautifs ne recevront qu'un avertissement. À partir du 1er juillet toutefois, ceux qui seront pris en flagrant délit recevront la même punition que les automobilistes qui roulent sans ceinture de sécurité: une amende de 115\$ et trois points d'inaptitude. Les pénalités resteront les mêmes pour les récidivistes.

Le gouvernement a adopté cette nouvelle mesure en décembre, estimant que l'utilisation du cellulaire au volant est une source de distraction. Et ce, même si la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) ne tient aucune statistique sur le nombre d'accidents qui y sont liés.

La société d'État estime cependant que l'utilisation de ces téléphones fait grimper de 38% les risques de collision. «Quand le conducteur est un grand utilisateur du cellulaire, cette proportion passe à 50%», dit la porte-parole de la SAAQ, Audrey Chaput, citant une étude du Centre de recherche sur les transports de Montréal.

Une autre nouvelle mesure de sécurité entre en vigueur en ce 1er avril. Les gens qui se rendront coupables de «grands excès de vitesse» s'exposeront à des sanctions deux fois plus lourdes qu'auparavant. Ainsi, une personne qui roulera à 145 km/h dans une zone de 90 km/h recevra une amende de 710\$, et verra 10 points d'inaptitude portés à son dossier.

Vitesse coûteuse

- > Rouler à 95 km/h dans une zone de 50 km/h: amende de 520\$, 6 points d'inaptitude.
- > Rouler à 145 km/h dans une zone de 90 km/h: amende de 710\$, 10 points d'inaptitude.
- > Rouler à 180 km/h dans une zone de 100 km/h: amende de 1240\$, 14 points d'inaptitude.

Les amendes sont doublées ou même triplées pour les récidivistes par rapport aux amendes actuelles.



Le mardi 01 avr 2008

Étudiants français à McGill: l'université défend l'accord

La Presse Canadienne
Montréal

Le vice-principal aux affaires publiques de l'Université McGill, Michael Goldbloom, croit que les inscriptions controversées des étudiants français dans son établissement non seulement respectent l'esprit de l'accord franco-québécois, mais renforcent les liens unissant le Québec et la France.

Cet accord, signé il y a 30 ans, permet aux étudiants français fréquentant une université au Québec de payer les mêmes droits de scolarité que les étudiants québécois.

Des critiques ont récemment soulevé la question du respect de l'esprit de l'entente pour ces Français qui étudient dans les universités anglophones plutôt que francophones.

M. Goldbloom estime que la réputation internationale de McGill et la possibilité d'étudier dans une ville majoritairement francophone comme Montréal peut attirer des étudiants français.

En s'inscrivant à McGill dans le cadre de l'accord France-Québec, un étudiant profitera de son séjour au Québec pour connaître sa culture, son mode de vie et développer des liens privilégiés en devenant, à sa façon, un ambassadeur de Montréal et du Québec, selon M. Goldbloom.

Dans sa lettre que publie mardi Le Devoir, Michael Goldbloom rappelle aussi que sur les quelque 6000 citoyens français qui poursuivent leurs études dans les universités québécoises, la très vaste majorité étudie dans des établissements francophones. En fait, environ 15 pour cent de ceux-ci choisissent McGill, Concordia ou Bishop's.

Le vice-principal rappelle aussi que les étudiants québécois francophones forment 18 pour cent de la clientèle de McGill. Ces étudiants peuvent remettre leurs travaux et rédiger leurs examens en français, ce qui n'est pas étranger à l'intérêt que les Français portent à cette université.

Selon M. Goldbloom, prétendre que les universités anglophones anglicisent les étudiants français relève d'une vision manichéenne d'un débat linguistique qui n'a aucune raison d'être. Par contre, il ajoute que la question de la capacité des contribuables québécois de subventionner les études des citoyens de pays développés mérite certainement un débat de société.

April 2, 2008

Failing grade for excess homework

By CP

TORONTO -- Canadian kids need a break from an increasingly crushing homework load, especially in the early years and over the holidays, a leading education expert said yesterday as Ontario's education minister urged school boards in the province to study their homework policies.

Toronto's public school board is looking at setting stricter rules to reduce homework in the wake of a study that suggests Ontario students spend more time than their provincial peers on homework, leaving students stressed out and even sparking spats between their parents.

"I definitely think it is at, what we would call, a tipping point," said Lee Bartel, author of the study for Ontario Institute for Studies in Education at the University of Toronto.

"Just because something is a good thing for university entrance doesn't mean it should be happening in kindergarten. We should not be building walking resumes ... There is more to life than schooling. There is more to learning than schooling."

KILLING PENALTIES

Reducing the load for kindergarten students, not assigning homework over the holidays, and killing penalties for assignments turned in late seem like "reasonable" suggestions, Ontario Education Minister Kathleen Wynne said yesterday.

While Wynne added those decisions are made by local school boards in Ontario, she urged them all to follow the Toronto public board's lead and review their policies.

Ontario students spend an average of 40 minutes a night on homework compared to 32 minutes in the rest of the country, according to the study Bartel co-authored with colleague Linda Cameron.

Teachers a généré un rendement de 4,5 % en 2007

Teachers' reaps lower returns

The Ontario Teachers' Pension Plan's return on investments fell to 4.5 per cent last year, its lowest since 2002, as Canada's third-biggest pension-fund manager earned less on bonds and foreign stocks. Net investment income fell to \$4.7 billion from \$12.3 billion in 2006, Toronto-based Ontario Teachers' said yesterday. The firm, which managed \$108.5 billion in assets as of Dec. 31, returned 13.2 per cent in 2006. Over the past four years, it has returned an average of 12.3 per cent annually. Ontario Teachers' leads an investor group that agreed in June to pay \$51.7 billion to take BCE Inc. private in what would be the largest-ever leveraged buyout. BCE, parent company of Bell Canada, said last week it expects the transaction to close before the end of June.

TORONTO — Le Régime de retraite des enseignants de l'Ontario (Teachers) a généré un rendement de 4,5 % en 2007, un résultat solide, compte tenu des conditions difficiles qui prévalent sur les marchés — mais qui n'empêche pas le fonds de se retrouver avec un manque à gagner très important.

Teachers a révélé, hier, avoir eu des actifs de 108,5 milliards\$ en date du 31 décembre, une progression de 4,7 milliards\$ en un an — ce qui représente néanmoins un manque à gagner de 12,5 milliards\$ entre les actifs et les dettes.

En dépit des gains réalisés par les investissements, qui se sont produits malgré la hausse du dollar canadien et de l'effondrement des marchés du crédit, le manque à gagner met en relief les défis auxquels est confronté Teachers, a estimé son chef de la direction, Jim Leech.

Il a reconnu que le fonds ne peut plus se permettre de prendre autant de risques qu'auparavant.

Le fonds a versé quatre milliards de dollars en prestations, tout en recevant des contributions de 1,2 milliard\$. Il y a actuellement 1,6 enseignant actif

pour chaque retraité.

En comparaison, la Caisse de dépôt et placement du Québec a dégagé un rendement moyen de 5,6 % pour l'année terminée le 31 décembre, ce qui s'est traduit par l'ajout de 7,9 milliards\$ à son actif net. Ce dernier atteint désormais 155,4 milliards\$ en incluant les nouveaux dépôts nets de quatre milliards de dollars.

Au cours des trois dernières années, le rendement de la Caisse a atteint une moyenne de 11,5 % par année tandis que, sur cinq ans, il s'est élevé à 12,4 % par année.

LA PRESSE CANADIENNE



Wednesday » April
2 » 2008

U of O students ban military ads in campus paper Strength of opposition shocks editors; likely to cost newspaper \$7,000 a year

Pauline Tam

The Ottawa Citizen

Wednesday, April 02, 2008

A coalition of students at the University of Ottawa, including an anti-war group, has banned the Canadian military from advertising in a campus newspaper.

The students put pressure on The Fulcrum, a student paper, to stop carrying ads from the Canadian Forces, Royal Military College, National Search and Rescue Secretariat or any branch of the Defence Department.

The military routinely runs full-page recruiting ads in campus newspapers across Canada.

But at The Fulcrum's annual general meeting last month, more than 90 students voiced their objection to the ads and voted to ban them from the paper. Another 85 opposed the motion.

"Student newspapers are owned by students. For a lot of students, it was that simple. I own a part of the student newspaper. I don't want it to take part in military recruitment," said François Picard, a fourth-year international affairs student who supported the ban.

"The Canadian Forces are not fooling anyone with these ads. They're clearly part of a communications strategy from the government to literally sell Canada's war in Afghanistan to Canadians."

Federico Carvajal, a master's student in engineering, said of the ban: "It sends a message to other campuses that yes, this can be done."

The strength of the opposition caught the paper's editors offguard.

Melanie Wood, The Fulcrum's editor-in-chief, said the ads, which appeared in the paper over eight weeks earlier this year, should not be construed as the paper's tacit support for the military.

"I completely respect being against the war in Afghanistan. I'm not a pro-military person at all, but I just don't think this is conducive to the debate that they want to have."

The ban, which takes effect this week, is expected to rob the paper of an estimated \$7,000 in annual revenue, said Ms. Wood.

The majority of The Fulcrum's budget comes from student levies, which, in turn, give every student a vote on how the paper is run, including where it generates advertising revenue.

La Rotonde, the university's French student newspaper, has already stopped carrying ads from the military.

Student newspapers at Montreal's Concordia University and McGill University have long had policies prohibiting military ads from their pages, said Amanda McCuaig, president of Canadian University Press, a national student news service.

And the military isn't their only target.

Gambling and advertising deemed to be sexist are also banned.

"At some student newspapers, the list of advertisers that they boycott is three pages long," said Ms. McCuaig.

Nonetheless, the incident at the University of Ottawa reflects an increasingly assertive anti-war movement on Canadian campuses.

Last year, student leaders at the University of Victoria voted to ban the Canadian Forces from recruiting in the student union building.

The ban effectively shut out military recruiters from the annual job fair organized by the university.

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.